



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 82 – 15 SEPTEMBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

KENYA :
OCTROI D'UNE
LICENCE A LA
SOCIETE
GENERALE

POLITIQUE AFRICAINE
DES ÉTATS-UNIS :
POURSUITE DES
PROGRAMMES
EXISTANTS

LIBERIA : LA LOI POUR
LA DE-DOLLARISATION
DU PAYS SUSCITE DES
INQUIETUDES

GHANA : VAGUE
D'INVESTISSEMENTS
DANS LES
INFRASTRUCTURES
PORTUAIRES

TCHAD : 20 Mds USD
DE PROMESSES
D'INVESTISSEMENT
POUR FINANCER SON
PLAN NATIONAL DE
DEVELOPPEMENT
2017-2021

BENIN : LE CENTRE
MONDIAL DES
LEGUMES OUVRIRA
BIENTOT UN SIEGE
REGIONAL

TANZANIE : MISE EN
CONSTRUCTION D'UNE
USINE DE TRAITEMENT
DES EAUX USEES A DAR
ES SALAAM

ARIK AIR : UN
POTENTIEL RACHAT PAR
ETHIOPIAN AIRLINES ?

BURKINA FASO :
TACTIS REMPORTE LE
SUIVI-CONTROLE DU
PROJET BACKBONE
PHASE 1



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Politique africaine des Etats-Unis : poursuite des programmes existants

Le 16^{ème} forum de l'AGOA (Loi sur la croissance et les opportunités de développement en Afrique) s'est tenu mi-août à Lomé, sur le thème *Partenariat pour la prospérité à travers le commerce*. Le représentant au Commerce extérieur américain, Robert Lighthizer, y a rappelé l'engagement des Etats-Unis pour le continent, et le grand potentiel de leurs relations commerciales. Autre programme de la coopération américaine, *Feed the Future* a sélectionné 12 pays prioritaires dans sa lutte contre la faim et pour la sécurité alimentaire, dont le Nigéria et le Ghana. Par ailleurs, une délégation de huit membres du Congrès américain s'est rendue au Nigéria et au Ghana, qui a réaffirmé la forte relation entre ces pays et les Etats-Unis.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : le Soudan et la Libye ferment leurs frontières avec le Tchad pour 3 mois

Cette décision fait suite à une mesure similaire prise par les autorités soudanaises ; elles avaient annoncé mercredi 6 septembre la fermeture des frontières avec la Libye et le Soudan du Sud afin de lutter contre le terrorisme, la contrebande et le trafic de drogue et d'armes qui prospèrent dans ces zones frontalières. Ces décisions interviennent alors que le Tchad avait récemment accusé le Qatar de soutenir les actions de déstabilisation de groupes rebelles tchadiens établis dans le Sud de la Libye.

bidett@afd.fr

▼ La BOAD lance une initiative de soutien régional aux PPP

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a présenté le 7 septembre une nouvelle méthodologie des partenariats publics-privés afin d'accélérer le développement des infrastructures au sein de la zone UEMOA. L'Unité régionale de développement du partenariat public privé (URDPPP), créée en 2012, vient de réaliser, avec l'aide du cabinet britannique MARSH, un modèle financier comparant, pour un projet donné, les coûts d'opportunité entre les différents partenariats possibles. L'objectif de cet outil est de permettre aux porteurs publics de projets de déterminer l'option contractuelle la plus adaptée.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Nouvelle directive de la CEDEAO sur les barrages hydrauliques

La CEDEAO a adopté en juin dernier une nouvelle directive relative à la construction des barrages hydrauliques. Elle encadre désormais la conception et la construction des barrages dans l'espace communautaire. Son objectif est de faire en sorte que les considérations d'ordre écologique, économique et social soient davantage prises en compte dans la mise en œuvre des projets transfrontaliers d'infrastructures hydrauliques en Afrique de l'Ouest, afin de garantir leur viabilité, et assurer le développement durable de la région. Les Etats devront se l'approprier en la transposant dans leur législation, dans un délai de trois ans.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : la première économie d'Afrique sort de la récession

La croissance a atteint 0,55 % en g.a. au 2^{ème} trimestre 2017, selon le NBS qui a ainsi déclaré la sortie de la récession après 5 trimestres successifs de contraction. Sur la période, la production pétrolière s'est établie à 1,84 M b/j. Le secteur pétrolier a cru de 1,64 % en g.a., et contribué à hauteur de 8,89 % au PIB. Le secteur non pétrolier a également contribué au passage en territoire positif, avec une expansion de 0,45 % en g.a.. Pour rappel, le Nigéria a enregistré en 2016 sa plus importante récession depuis 1991, à -1,5 %. En 2017, le FMI table sur une croissance de 0,8 %, puis 1,9 % en 2018 tandis que le gouvernement fédéral nigérian a revu à la baisse sa perspective de croissance, à 3,5 % en 2018 contre 4,8 % initialement prévu.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : l'économie sort de la récession au 2^{ème} trimestre 2017

L'économie a retrouvé le chemin de la croissance au 2^{ème} trimestre (+2,5 % en rythme trimestriel annualisé cvs ; +1,1 % en g.a) après avoir été en récession (situation inédite depuis 2009). L'activité a progressé dans tous les secteurs (et d'abord dans l'agriculture) à l'exception de la construction et de l'administration. En 2017, la Banque centrale anticipe un taux de croissance de 0,5 % (contre une hypothèse fixée dans le Budget de février de 1,3 %), un rythme de progression insuffisant pour améliorer les indicateurs sociaux

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : Standard and Poor's révisé la perspective de sa notation de négative à stable

L'agence de notation S&P a révisé de négative à stable la perspective associée à la note de la dette souveraine de long terme (en monnaie locale et en devises), toujours classée B (catégorie hautement spéculative). Sur le plan budgétaire, l'agence salue la levée des subventions sur l'essence et l'électricité mais rappelle le besoin de maintenir le cap de la consolidation budgétaire compte tenu du niveau élevé de l'endettement public (58,3 % du PIB l'an passé) et de la signature à venir d'un programme d'aide avec le FMI. En parallèle, S&P souligne l'amélioration des perspectives conjoncturelles (croissance du PIB anticipée à 4 % pour cette année après 3,4 % en 2016).

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la croissance chute à 1,1% au 1^{er} semestre 2017

Selon l'Institut National de Statistique (INS), le ralentissement de la croissance du PIB à 1,1 % contre 5,4 % au S1 2016, résulte de la contre-performance du secteur secondaire dont la contribution est négative à -1,5 %. Les branches extractives et BTP sont les principales responsables. A contrario, dans les secteurs primaire et tertiaire, toutes les branches contribuent positivement à la croissance malgré un ralentissement observé dans l'agriculture industrielle et d'exportation, pénalisée par la baisse des cours du cacao. Du point de vue de la demande, la consommation privée (+1,8 %) et les investissements privés (+6,4 %) se portent bien, tandis que les investissements publics (-21,7 %) et les exportations nettes (-24 %) baissent.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : 160^{ème} place au classement mondial du PNUD sur le développement humain**

A l'occasion de la publication officielle du rapport sur le développement humain 2016 du PNUD, une cérémonie s'est tenue le 17 août à Moroni. Selon ce rapport, les Comores occupent le 160^{ème} rang sur 188 pays, soit une place de moins qu'en 2015. Avec une espérance de vie à la naissance de 63,6 ans et un revenu par habitant de 775 USD, les Comores font partie des pays à développement humain faible. Cette cérémonie a été l'occasion pour le gouvernement de réaffirmer son engagement pour l'amélioration du développement humain aux Comores, à travers la mise en œuvre d'une stratégie de croissance accélérée pour le développement durable (SCA2D) alignée sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : les prévisions de croissance pour 2017 revues à la baisse**

Dans la continuité de la déclaration de l'agence de notation Moodys, qui a annoncé que l'annulation des élections constituait une « perspective négative » pour le Kenya, sans pour autant modifier la note du pays toujours établie à B1, de nombreuses banques et entreprises ont revu à la baisse les perspectives de croissance pour l'année 2017. La Stanbic Bank vient ainsi de baisser ses projections de croissance pour le Kenya pour 2017, passant de 5,2 % à 4,8 %, évoquant une baisse des investissements publics pour le développement des infrastructures ainsi qu'une baisse de l'activité du secteur privé. En août, à 42, l'indice PMI des directeurs d'achat se situe encore en dessous de 50, seuil en-dessous duquel il signale une contraction à venir de l'activité.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : lancement d'une nouvelle émission obligataire « composite » pour 30 Mds KES**

La Banque centrale a ouvert une nouvelle vente aux enchères pour l'émission d'un nouvel emprunt obligataire à hauteur de 30 Mds KES (soit 291 M USD) avec pour date de clôture le 19 septembre. Les bons émis auront pour maturité 2 et 10 ans. Alors que les bons de 2 ans sont nouveaux, les bons de 10 ans correspondent à une réouverture : lors de la précédente émission en août, la Banque centrale s'était montrée particulièrement stricte sur les taux acceptés, rejetant près du tiers des offres. La Banque centrale ne précise pas les volumes de souscription attendus pour chacune des maturités.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : la Banque centrale de Maurice réduit de 50 pb son taux directeur**

Afin de stimuler la croissance -estimée à 3,7 % en 2017- et relancer la consommation des ménages, le comité monétaire de la Bank of Mauritius a décidé d'abaisser de 50 pb le taux directeur qui passe ainsi de 4 % à 3,5 %. Ce nouveau taux est effectif depuis le 6 septembre et fait suite à 13 mois de stabilité. La dernière évolution du taux directeur était intervenue en juillet 2016 et celui-ci avait été ramené de 4,4 % à 4 %.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : baisse de l'inflation en août à 4,1%**

L'inflation, mesurée par le glissement annuel des prix à la consommation, est repartie à la baisse en août, avec un taux de 4,1 % contre 5,3 % en juillet. L'inflation sous-jacente (qui exclut les produits alimentaires, boissons et le tabac) est repartie quant à elle à la hausse en août (3,1 % contre 1,9 % en juillet).

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : prévision de croissance 2017 sur le point d'être revue à la baisse par la Banque mondiale**

Dans son dernier rapport, la Banque mondiale a affirmé que la prévision de croissance de 6,2 % pour l'année 2017 pourrait être revue à la baisse. Au regard de la performance enregistrée au premier trimestre 2017, la croissance pourrait en effet être nettement inférieure (elle pourrait même approcher les 4,2 % dans un cas extrême). Selon la Banque, une amélioration des capacités et de la performance dans les secteurs phares comme les services, l'agriculture et les exportations, mais aussi la stabilisation du taux de change, sont nécessaires pour stimuler de nouveau l'activité.

✉ philippine.de-brevand@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : lancement de deux emprunts en bons du Trésor par la Banque centrale des Seychelles**

La Banque centrale s'est vu confier le mandat de l'émission d'un premier emprunt en monnaie locale (SCR) par le gouvernement (maturité de 3, 5 ou 7 ans avec taux d'intérêt associés de 6 %, 6,5 % et 7 %) et d'une seconde émission, également en monnaie locale, au nom de la Development Bank of Seychelles (maturité à 3 ans et 6 % de taux d'intérêt).

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : visite du DGA du FMI et recommandations sur les PPP**

Le directeur général adjoint du FMI, M. Mitsuhiro Furusawa, a effectué sa première visite officielle au Burkina Faso le 11 septembre à l'occasion de la conclusion du programme économique (FEC 2013-2017). Lors d'un entretien accordé au journal *L'Economiste du Faso*, il a notamment rappelé qu'une grande partie des projets du Plan national du développement économique et social pourrait être financée sous forme PPP, mais qu'il était nécessaire pour ce faire que l'Etat burkinabè dispose d'un solide dispositif global de planification de l'investissement public, d'un dispositif juridique détaillé en matière de PPP et qu'il puisse assurer la transparence de la comptabilité et de l'information.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : la loi de finances rectificative 2017 votée par l'Assemblée nationale**

L'analyse des recettes révèle que les prévisions des ressources du budget rectifié s'élèvent à 3,25 Mds EUR contre 3,07 Mds EUR (budget initial), soit un taux d'accroissement de 5,8 %. Cette tendance s'expliquerait par le renouvellement de la licence 2G et 3G, l'octroi de la licence 4G sur 15 ans pour 152,4 M EUR à Orange Mali et une légère hausse des ressources des comptes spéciaux du trésor. Quant aux dépenses, elles passent de 3,46 Mds EUR à 3,54 Mds soit un taux d'accroissement de 2,34 %. Le déficit budgétaire prévisionnel passe donc de 4,1 % à 3,4 % du PIB.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : création d'un Bureau pour le commerce et l'investissement

Le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, a inauguré le 31 août le Bureau pour le commerce et l'investissement (*Economic, Trade and Investment Bureau*, ECTIB), rattaché au ministère des Affaires étrangères. Sa première mission sera d'assurer l'organisation et la coordination des opérations de promotion de l'attractivité du Ghana à l'étranger. Afin de favoriser le développement de nouvelles activités économiques, il coopérera avec l'ensemble des organismes ghanéens de soutien au commerce et à l'investissement, ainsi qu'avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux du pays. Aux côtés du *Ghana Investment Promotion Center* (GIPC), l'ECTIB a donc vocation à devenir l'un des promoteurs incontournables de l'économie du Ghana.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : nouvelles exigences en matière de fonds propres pour les banques

La Banque centrale du Ghana (BOG) a renforcé ses exigences en matière de fonds propres vis-à-vis des banques. Elles devront désormais disposer d'un capital de 120 M GHC, soit 24 M EUR. La situation hyper concurrentielle du secteur bancaire, qui abrite aujourd'hui 35 acteurs, et son exposition à la crise récente dans le secteur de l'énergie se sont traduits par de nombreux déséquilibres, dont un taux de créances douteuses de 21,2 % et une chute des profits de 40 % en 2017. L'intervention le 14 août du régulateur pour prévenir les risques liés à l'insolvabilité des établissements UT Bank et Capital Bank, reflète également les difficultés actuelles du secteur.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : la loi pour la dé-dollarisation du pays suscite des inquiétudes

La Chambre basse du Libéria a validé mi-août une loi pour l'usage d'une monnaie unique, le dollar libérien. En réaction, la Banque Centrale du Libéria a affirmé que cette « dé-dollarisation forcée » pourrait créer des inquiétudes inutiles et avoir un impact sur l'investissement. La CBL a publié en 2012 une feuille de route pour une dé-dollarisation progressive en 4 ans, qui n'a pas été adoptée. L'Association des banquiers du Libéria (LBA) a pour sa part affirmé qu'une dé-dollarisation précipitée pourrait entraîner l'effondrement du système bancaire libérien. Pour information, un rapport de la CBL estimait en 2016 le taux de dollarisation du pays à près de 70 %, ce qui en fait l'une des économies en développement les plus dollarisées au monde.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : ratification de l'accord sur la facilitation des échanges

Les autorités djiboutiennes ont ratifié l'accord de facilitation des échanges (AFE) de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), entré en vigueur en février. Il prévoit davantage de coopération entre les douanes et les autorités nationales et internationales compétentes, la mise en place d'assistance technique, ainsi que l'harmonisation et la simplification des procédures douanières. Ces dispositions permettront d'accélérer le flux, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, notamment en transit. L'AFE devrait réduire de 14 % le coût du commerce pour les pays à faible revenus. La baisse des coûts de transport et de transit devrait rendre Djibouti plus attractif pour les investisseurs et augmenter ses recettes fiscales.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : début du procès pour corruption de cinq dirigeants de l'entreprise publique *Ethiopian Shipping and Logistics Services Entreprise***

Les directeurs des services du port et du terminal, des services aux entreprises, des transports, de la planification et du développement commercial et des finances ont été présentés à la Cour le 4 septembre. Ils sont soupçonnés de corruption dont le préjudice pour le gouvernement s'élèverait à 777 M USD. En 2016/2017, ESLSE avait déclaré des revenus totaux de 674 M USD (15,8 Md ETB). Ce procès s'inscrit dans une campagne anti-corruption ayant déjà conduit à plus de 55 arrestations de fonctionnaires et dirigeants d'entreprises publiques courant aout.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : poursuites des discussions nucléaires avec la Russie**

Un comité technique conjoint russo-soudanais commence à travailler en vue de la construction d'une centrale nucléaire au Soudan. En juin dernier les deux pays avaient signé un accord de coopération pour l'énergie nucléaire civile, et le site de la future centrale est choisi. La société russe Rosatom formera les Soudanais et mettra en place un cadre juridique et réglementaire.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : suites des enquêtes sur les mines de tanzanite et de diamant**

Le Président Magufuli a reçu deux rapports issus des deux comités parlementaires formés par le président de l'Assemblée nationale pour enquêter sur les mines de tanzanite et de diamant. Leurs conclusions révèlent notamment qu'entre 2007 et 2016 plus de 0,94 Mt de diamants auraient été déclarés à l'autorité fiscale (TRA) alors que l'Agence de vérification minière (TMAA) aurait évalué la production sur cette période à 1,51 Mt. Dans l'attente des suites des investigations, le président Magufuli a demandé aux personnes impliquées, dont le ministre d'État chargé de l'administration régionale et des gouvernements locaux et le vice-ministre des transports de quitter leurs fonctions, et la révision des contrats dans les secteurs concernés.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le Trésor public ivoirien cède la domiciliation des dossiers d'exportation hors UEMOA aux banques intermédiaires agréées**

La Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP) ne visera plus, à compter du 1^{er} octobre, les dossiers afférents à l'exportation hors UEMOA dont la valeur excède 10 millions FCFA (15 245 EUR) et faisant l'objet de paiement. Elle cède la domiciliation des dossiers d'exportation hors UEMOA à des banques intermédiaires agréées.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : transfert de compétences du gouvernement en faveur d'une plus grande décentralisation**

Lors d'une rencontre le 6 septembre entre le Président de la République du Niger, M. Issoufou Mahamadou, et les acteurs clefs de la décentralisation au Niger (Gouverneurs des régions, Maires, Chefs traditionnels), le gouvernement nigérien a annoncé la délégation de certaines compétences vers les collectivités territoriales. Le transfert concerne les domaines de l'éducation, la santé, l'eau et l'environnement. De leur côté, les acteurs de la décentralisation invités lors de cette rencontre ont demandé à ce que le gouvernement continue de les accompagner pour bien mener leur mission à bien.

✉ lebaronc@afd.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Ghana : vague d'investissements dans les infrastructures portuaires

Dans le cadre de l'extension du port de Tema, l'opérateur MPS (joint-venture entre AP Moller/Maersk, GPHA et Bolloré) a acquis 27 grues portiques valorisées à 82 M USD. Par ailleurs, la mise en œuvre de la directive « port dématérialisé » à Tema a pris effet le 1^{er} septembre, pour permettre de réaliser en moins de 4 heures l'ensemble des démarches financières, administratives et douanières. A ces projets s'ajoute la construction, pour 70 M USD, de docks flottants à Takoradi pour la maintenance des plateformes pétrolières et des navires, qui devrait générer 30 M USD par an. Ces investissements témoignent de la stratégie économique du gouvernement, qui ambitionne de faire du pays le principal hub portuaire de la sous-région.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : approbation de l'extension du programme d'aide du FMI jusqu'en avril 2019

Le FMI a approuvé le 6 septembre l'extension de son programme d'aide au Ghana pour une durée d'un an. Celui-ci court désormais jusqu'en avril 2019. De nouvelles facilités de crédit de l'ordre de 94,2 M USD (79,1 M EUR) ont également été débloquées. Malgré des performances budgétaires inférieures au rythme prévu par le programme, les réformes récentes de la fiscalité et de la dépense publique ont été saluées. Les actions prises par la Banque centrale afin de juguler l'inflation et les déséquilibres du secteur bancaire ont également été jugées positives. La nouvelle devrait permettre au pays de conserver sa confiance auprès des marchés financiers.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : 96 M EUR d'appui budgétaire de l'UE pour la période 2017-2019

Selon Mats Lilgefelt, chef de la délégation de l'UE au Cameroun, le pays répond aux critères d'éligibilité d'un appui budgétaire de l'UE. Ces critères portent entre autres sur la stabilité macroéconomique, l'existence d'une stratégie de développement du secteur rural et la mise en place d'un plan de modernisation des finances publiques. Jusqu'ici l'UE avait principalement opérée au Cameroun par des prêts projets. La signature d'un contrat de réforme sectorielle au titre de cet appui budgétaire devrait intervenir courant octobre 2017.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : le Fonds de service universel bientôt opérationnel

Le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique souhaite rendre opérationnel le Fonds de service universel des communications électroniques, prévu par la loi n°9-2009 du 25 novembre 2009, pour contribuer à l'amélioration de la couverture nationale. Ce fonds, qui sera abondé par les contributions des opérateurs de téléphonie mobile à hauteur de 2 % de leurs chiffres d'affaires, devrait permettre de financer les projets d'infrastructures de communications électroniques, notamment dans les zones rurales et enclavées qui souffrent d'une qualité de réseaux de communication médiocre. Les textes d'application dudit Fonds doivent encore être adoptés en conseil des ministres.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Sao Tome & Principe : appui du FMI à l'administration fiscale

Le FMI a accordé un soutien de 1,4 M USD à Sao Tomé & Principe pour l'amélioration de son administration fiscale. Les sommes mises à disposition, sous la forme d'une assistance technique du Fonds, visent à financer la mise en œuvre par le gouvernement santoméen d'un projet de 3 ans qui instaurera une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au 1^{er} janvier 2019, tout en formant le personnel de l'administration fiscale.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : 20 Mds USD de promesses d'investissement pour financer son Plan national de développement 2017-2021 (PND)

Au terme de sa conférence des investisseurs du 6 au 8 septembre 2017 à Paris, le Tchad récolte en promesses d'investissement, près de 3 fois le montant attendu pour financer son PND. Des annonces importantes ont été faites : respectivement 1 Md et 540 M USD de prêts pour la Banque mondiale et la BAfD, 925 M EUR pour l'UE et 223 M EUR pour la France. L'Allemagne a annoncé la reprise de sa coopération bilatérale, précisant que son action visera en priorité les jeunes en zones rurales. 1,8 Md USD sont attendus des pays du Golfe, à travers la Banque islamique de développement, la BADEA, l'OPEP et les aides bilatérales de l'Arabie Saoudite, du Koweït et des Émirats Arabes Unis.

✉ bidett@afd.fr

▼ Ethiopie : financement de 512 M USD de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour les PME

Après avoir annoncé il y a deux mois l'octroi d'un prêt concessionnel de 76 M USD (1,78 Md ETB) pour les PME, la BEI s'est engagé à injecter 512 M USD (12 Md ETB) pour soutenir les entreprises locales, en particulier dans le secteur privé. Plusieurs projets devraient en bénéficier dans l'année à venir, notamment : le *Cepheus Growth Capital Fund* (prêt de 10 M USD), le parc industriel maroquinier à Modjo (30 à 50 M USD), des entreprises privées telles que les nouvelles malteries et M-Birr, le projet géothermique de Corbetti (100 M USD) ou encore le projet solaire de Metehara (50 M USD). Il s'agit des deux plus importants financements accordés par la BEI en Ethiopie, qui a fourni environ 478 M USD depuis 1976.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : lancement du projet de Smart City Unicity

Pour redynamiser l'économie, le gouvernement mauricien entend initier un « deuxième miracle économique » autour de nouveaux piliers, comme les Smart Cities ou l'économie bleue. Dans ce cadre, le projet de Smart City *Unicity* vient d'être lancé par le groupe privé Medine. Il a été planifié en trois phases sur une période de 25 ans, pour un investissement total de 1 Md USD et la création à terme, d'au moins 6000 emplois directs. La phase II de la Smart City débutera en 2018 et prévoit le développement de projets résidentiels tels que des villas, townhouses, appartements et maisons de retraite.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : la BOAD accorde un prêt de 15 M EUR à la BDM pour le financement des PME/PMI**

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Banque de développement du Mali (BDM) ont procédé à la signature d'une convention, le 18 août 2017, portant sur un prêt de 15 M EUR relatif à la mise en place d'une ligne de refinancement destinée au financement des PME/PMI. Ce nouveau prêt accordé à la banque malienne porte le niveau de financement de la BOAD dans le pays à près de 867 M EUR pour 131 opérations, avec un taux de décaissement de près de 60 % selon le ministère de l'Economie et des Finances.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : la Belgique signe deux conventions de financement d'un montant global de 31,8 M EUR pour l'élevage et la santé**

Les autorités belges et nigériennes ont procédé à la signature de deux conventions de financement relatives au financement du Programme d'appui au développement de l'élevage et au Programme d'appui au secteur de la Santé. Le premier projet, de 16,5 M EUR dont une contribution de 2,5 M EUR du gouvernement nigérien, permettra de rendre les systèmes de l'élevage plus résilients, durables et performants dans les régions de Tahoua et Dosso. Le deuxième, de 15,3 M EUR dont une contribution de 1,27 M EUR de la partie nigérienne, permettra d'appuyer l'amélioration de l'accès des populations aux soins de santé primaires de qualité par la mise en œuvre graduelle de la Couverture universelle de santé.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Togo : la BAfD finance un projet d'électrification rurale**

La BAfD vient d'annoncer l'octroi d'un don de 975 000 USD échelonné sur 5 ans pour financer le programme CI-ZO (qui signifie « allumer » en langue Guin). Ce projet consiste à fournir un accès électrique aux populations togolaises rurales via la mise en place de kits solaires individuels payables par monnaie électronique. Il permettra d'améliorer le taux d'électrification rurale de 30 points de pourcentage et développer l'inclusion financière des populations rurales par la démocratisation des solutions de paiement mobile. Un accord de partenariat est conclu entre le gouvernement togolais et l'entreprise britannique BBoxx pour la fourniture initiale de 20 000 kits. A terme, 300 000 systèmes solaires sont espérés.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Ghana : la 1^{ère} entreprise de transformation de cacao en difficulté

La *Cocoa Processing Company Limited (CPC)*, 1^{ère} entreprise ghanéenne de transformation de cacao, a vu l'échange de ses titres suspendu par la Bourse d'Accra en raison de pertes récurrentes, de non-distribution de dividendes depuis plus de 10 ans et de la difficulté de l'entreprise à fournir des rapports financiers fiables. Introduite en bourse en 2003, 300 M USD seraient nécessaires à CPC pour rembourser ses dettes et relancer sa production. Le souhait du Président Nana Akufo-Addo de faire progresser de 50 % le niveau de production du secteur, ainsi que le plan d'investissement de la Banque africaine de développement d'1,2 Md USD pour le secteur dans la région, pourraient néanmoins permettre à l'entreprise de se relancer.

✉ virgile.satge@dgtrésor.gouv.fr

▼ Guinée Equatoriale : signature d'un mémorandum avec le Ghana dans le secteur agricole

Le 10 septembre 2017, le ministre de l'Agriculture équato-guinéen, Victor Grange Mehile, et son homologue ghanéen, Owuso Afriyie Akoto, ont signé à Accra un mémorandum d'entente destiné à développer et moderniser le secteur agricole des deux pays. Le protocole d'accord comprend notamment le transfert de moyens techniques et technologiques ainsi que le déploiement de projets de production et transformation de produits tropicaux. La signature de cet accord intervient moins d'un mois après la signature d'un autre entre les deux pays pour l'approvisionnement du Ghana en GNL.

✉ vincent.branquet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Bénin : le Centre mondial des légumes ouvrira bientôt un siège régional

Le Bénin abritera le Centre régional des cultures maraîchères de la zone côtière de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, qui relève du Centre mondial des légumes. La signature de l'accord de siège a eu lieu le 28 août à Cotonou. Le nouveau centre régional sera implanté à l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) dans la commune d'Abomey-Calavi. Les recherches du centre se feront en synergie notamment avec l'IITA et les structures nationales de recherches et fourniront aux petits producteurs des connaissances, technologies et opportunités pour améliorer les rendements et accroître leurs revenus.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtrésor.gouv.fr

▼ Bénin : le prix du kg du karité fixé à 100 FCFA pour la campagne de commercialisation 2017-2018

Le Conseil des ministres du 6 septembre 2017 a maintenu à 100 FCFA/Kg le prix plancher des amandes de karité pour la campagne de commercialisation 2017-2018. En 2016, les recettes annuelles tirées de l'exploitation des amandes de karité ont atteint 2 M EUR. Le Bénin est le quatrième producteur d'amandes de karité en Afrique de l'Ouest derrière le Mali, le Burkina Faso et le Nigéria, avec un volume estimé à 30 000 tonnes d'amandes sèches en 2016, dont les deux-tiers sont exportés. Avec le coton, l'anacarde et l'ananas, le karité figure parmi les priorités du gouvernement pour transformer cette production artisanale en culture de rente.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtrésor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : deux millions de tonnes de cacao atteints

A trois semaines de la journée mondiale du chocolat le 1^{er} octobre, le président ivoirien a profité du forum AGRA pour annoncer que le pays venait de passer la barre des deux millions de tonnes de cacao produits en 2016-2017 (2,01 selon les prévisions de l'ICCO). Le Ghana atteint lui un million de tonnes (0,950 selon l'ICCO). Ainsi, le Côte d'Ivoire consolide sa place de leader mondial avec 42 % de la production. Néanmoins, à un moment où les cours sont plutôt à la baisse (-30 % en un an) et où le marché est passé en excédent structurel (surplus mondial de 371 000 tonnes), une surproduction pourrait entamer la légère récente reprise des cours mondiaux.

✉ julie.brayermankor@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : un projet de centrale hydroélectrique à 5,8 Mds USD pour le chinois CCECC

Le gouvernement nigérian a approuvé l'attribution du projet de centrale électrique de Mambilla (est du pays), d'une capacité de 3 050 MW, à la société chinoise *China Civil Engineering Construction Corp* (CCECC). Le projet sera financé à 85 % par la Banque d'import-export chinoise, le gouvernement nigérian apportant le reste des fonds. D'un coût total de 5,8 Mds USD, la centrale devrait voir le jour en 2023 selon le ministre nigérian de l'Energie, Babatunde Fashola. Pour information, la centrale de Mambilla est annoncée depuis 1972 par les différents gouvernements nigériens, et le dernier contrat accordé à une société chinoise (Sinohydro) pour sa construction avait été annulé par les autorités nigérianes en 2013.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : estimation du coût de la corruption dans le secteur électrique ces 16 derniers années

D'après une récente étude publiée par l'ONG *Socio-Economic Right and Accountability Project* (SERAP), le montant total des pertes concernant le secteur électrique dues à la corruption depuis 16 ans au Nigéria dépasserait 1 000 Mds NGN (plus de 30 Mds USD). Selon ce rapport intitulé *From Darkness to Darkness : How Nigerians are Paying the price for Corruption in the Electricity Sector*, les réformes de 2005 concernant le secteur électrique peinent encore à prendre effet principalement à cause de lacunes réglementaires et d'une certaine impunité. SERAP prédit un fort accroissement des sommes détournées au cours de la prochaine décennie si la situation n'évolue pas.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

▼ Liberia : réduction de 10 % du prix de l'électricité

La Présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf a annoncé une réduction de 10 % du prix de l'électricité pour les clients connectés au réseau d'énergie libérien, la *Liberia Electricity Cooperation* (LEC). Le prix de l'électricité a ainsi été réduit de 39 centimes à 35 centimes le Kw/h. Cette annonce est survenue à l'occasion de la signature d'une subvention de 15 M EUR par la banque de développement allemande KfW, destinée à établir 16 000 nouvelles connexions au réseau électrique libérien. Pour information, selon une étude récente de Brookings, plus de 4 M de libériens n'ont pas accès à l'électricité, sur une population de 4,6 M d'habitants.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : PetroSA et le russe Rosgeo signent un accord portant sur le développement de deux blocs offshore au large de Port Elizabeth**

D'une valeur de 400 M USD, les travaux de Rosgeo (relevés sismiques, exploration magnétique et forage de puits exploratoires) pourraient permettre l'extraction de 4 M de mètres cubes de gaz par jour, qui seraient ensuite transférés vers l'usine de GTL (*gas-to-liquid*) de PetroSA à Mossel Bay

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : le gouvernement approuve les modifications au contrat de concession entre ENI et ExxonMobil**

Le contrat porte sur l'exploration du gaz naturel dans la zone 4 du bassin de Rovuma. Avec ces modifications, ENI East Africa appartient maintenant à part égale (35,7 % chacun) à ENI et à ExxonMobil, la China National Petroleum Corporation (CNPC) détenant les 28,6 % restant.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : la Zimbabwe Power Company soumet pour approbation son projet de construction de trois centrales solaires (300 MW)**

Ce projet a été soumis pour approbation à la *Zimbabwe Energy Regulatory Power Authority*. Si les études de faisabilité sont actuellement en cours, elles seront mise en place sur deux ans. D'une capacité de 100 MW chacune, elles devraient coûter environ 570 M USD.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : inauguration d'un centre d'affaires minier à Antananarivo**

Un centre d'affaires minier ou *Mining Business Center* (MBC) a été inauguré le 1^{er} septembre à proximité de l'aéroport international d'Ivato, en présence du Président malgache. La construction de cette enceinte dédiée à la promotion du secteur minier a été entièrement financée par le Bureau des cadastres miniers de Madagascar pour 5,7 M EUR. Envisagé comme un guichet unique, le MBC entend rassembler sur un même lieu toutes les parties prenantes du secteur minier à Madagascar, services de l'Etat, opérateurs et financeurs. A travers cette initiative, le gouvernement espère attirer de nouveaux investisseurs à Madagascar. Le secteur minier représente un tiers des exportations malgaches, et 4 % du PIB (rapport EITI 2014).

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : fermeture de la mine de Buzwagi**

Acacia Mining Ltd devrait cesser les opérations d'extraction minière dans sa mine de Buzwagi à la fin de l'année et la fermer d'ici 2020. L'entreprise a déjà remis la direction de son aéroport local au gouvernement. La décision de fermeture fait suite aux pertes financières qui résultent de l'interdiction d'exportation pour cette mine et de la détérioration des conditions d'exploitation dans sa mine de Bulyanhulu. Acacia Mining Ltd (détenue à 64 % par Canadian Barrick Gold) est le plus gros producteur d'or en Tanzanie où elle opère depuis près de 17 ans.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Petra Diamonds Ltd réfute les accusations du gouvernement

L'entreprise britannique Petra Diamonds Ltd réfute les propos du gouvernement selon lesquels l'entreprise Williamson Diamonds Ltd (dont elle détient 75 %, les 25 % restants appartenant à l'Etat tanzanien) a sous-déclaré la valeur du lot de diamants destiné à être exporté vers la Belgique et saisi à l'aéroport de Dar es Salaam. Petra Diamonds Ltd, qui a suspendu la production de cette mine, invoque le fait que c'est l'agence d'évaluation des diamants et des pierres précieuses du gouvernement qui effectue l'évaluation provisoire des parcelles de diamants de Williamson à Shinyanga. Le ministre des Finances tanzanien estime la perte due à la sous-évaluation des diamants exportés via l'aéroport de Dar es Salaam à 46 M USD chaque année.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : hausse des recettes d'exportation d'or rapatriées par les comptoirs d'achat

Le montant total du rapatriement des recettes d'exportation d'or par les comptoirs d'achat est ressorti à 470 M USD au premier semestre 2017 (contre 304 M USD en 2016). Cette hausse est imputable au suivi de proximité régulier, initié en mai 2016, par les services du ministère des mines et de la géologie et de la banque centrale visant à réconcilier les quantités d'or exporté et les recettes rapatriées. Il avait permis le rapatriement de la quasi-totalité (99,2 %) des recettes des ventes d'or par les comptoirs d'achat au premier trimestre 2017 et la totalité au second trimestre de l'année.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Tanzanie : mise en construction d'une usine de traitement des eaux usées à Dar es Salaam

Le Directeur général a.i. de la *Dar es Salaam Water and Sewerage Authority* (DAWASA) a annoncé la mise en construction d'une usine de traitement des eaux usées à Jangwani (centre-ville). Cette usine, qui pourra traiter 200 000 m³ par jour, sera financée à hauteur de 90 M USD par l'Exim Bank sud-coréenne. Deux autres projets sont également prévus en faveur de l'assainissement des eaux usées de Dar es Salaam : le premier à Mbezi (banlieue nord) financé par un prêt de 65 MUSD de la Banque mondiale et le second à Kurazini (banlieue sud), en cours d'instruction par l'Agence Française de Développement (AFD). Ces projets doivent permettre à l'agglomération de traiter 30 % de ses eaux usées en 2020, contre 10 % aujourd'hui.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Arik Air : un potentiel rachat par Ethiopian Airlines ?

Ethiopian Airlines a lancé le 30 août une offre d'achat du groupe aérien nigérian Arik Air, qui avait été repris en février 2017 par la structure de défaillance gouvernementale (AMCON). Arik Air est le premier transporteur sur le marché intérieur nigérian, avec près de 60 % de part de marché. AMCON a cependant démenti toute discussion avec Ethiopian Airlines. Autre actualité du secteur, l'audit des aéroports nigériens effectué le 24 août par la Federal Aviation Administration (FAA) américaine a conclu que ceux-ci ne satisfaisaient pas aux exigences de sécurité. La FAA a donc donné 54 jours aux autorités nigérianes pour se conformer aux normes en vigueur, sans quoi les compagnies aériennes nigérianes seraient interdites de vol aux Etats-Unis.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : lancement d'un programme de réfection des pistes rurales

Le gouvernement s'apprête à lancer un programme spécial de réfection et d'entretien des pistes rurales des zones à forte production agricole, pour la plupart défectueuses. Le Conseil des ministres du 6 septembre a décidé de regrouper en un seul programme tous les besoins d'aménagement et de réfection des pistes rurales sur l'ensemble du territoire national. Il a également décidé de confier les travaux au ministère des infrastructures et des transports. Le Projet d'appui à la croissance économique rurale (PACER) qui bénéficie depuis juin 2016 d'un financement complémentaire de la BOAD de 9,9 M EUR permettra la mise aux normes de 250 kms de pistes.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : l'agrément technique désormais exigé sur les marchés TIC

L'agrément technique est désormais exigé aux soumissionnaires des marchés publics au niveau du ministère du développement de l'économie numérique et des postes, et cela à compter du 1^{er} janvier 2018, en accord avec l'autorité de régulation de la commande publique. L'agrément technique en matière d'informatique a été institué depuis 2016, mais n'était pas systématiquement exigé. Pour faciliter son accès aux entreprises qui le souhaitent, le ministère de tutelle reçoit les demandes au secrétariat de la Direction générale des technologies de l'information et de la communication (DGTIC).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Kenya : octroi d'une licence à la Société Générale

La Banque centrale du Kenya (CBK) a annoncé le 8 septembre dans un communiqué de presse officiel, l'octroi d'une licence à la Société Générale pour ouvrir un bureau de représentation au Kenya. L'autorisation a été accordée conformément à l'article 43 de la Loi sur les banques suite à l'accomplissement des exigences d'autorisation stipulées. Les bureaux de représentation des banques étrangères sont uniquement autorisés à faire de la recherche, du marketing et d'assurer un rôle de liaison pour leur société mère. Ainsi, la Société Générale ne sera pas autorisée à mener des activités bancaires. Il s'agit de la première représentation de la banque française en Afrique de l'est.

✉ Benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : Air Mauritius va accompagner le Ghana dans la création de sa nouvelle compagnie aérienne nationale

L'opérateur mauricien (dont le groupe Air France – KLM est actionnaire à hauteur de 8 %) vient de signer un accord de coopération avec les autorités ghanéennes afin d'apporter son expertise. Le choix s'est opéré après diverses consultations auprès de compagnies aériennes internationales et dans un but de coopération Sud/Sud. Créée en 1967, la compagnie Air Mauritius a acquis une grande expérience en ce qui concerne l'entretien et l'exploitation d'une flotte aérienne. Cette dernière est composée exclusivement d'appareils Airbus (13 appareils actuellement et 8 commandes – 6 A350-900 et 2 A330-900neo). Elle dessert une trentaine de destinations dans le monde et opère environ 80 vols hebdomadaires

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : TACTIS remporte le suivi-contrôle du projet Backbone phase 1

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché relatif au recrutement d'un cabinet de consultants pour le suivi-contrôle de la réalisation du réseau backbone national en fibre optique phase 1 à l'entreprise française TACTIS. Le montant du contrat est estimé à 5,8 MEUR ; son délai d'exécution est de 14 mois. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la qualité des infrastructures de télécommunication pour faciliter la transformation structurelle de l'économie.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le résultat net de la Société ivoirienne de câbles (Sicable) augmente à 1,37 M EUR au premier semestre 2017

La Sicable, filiale du groupe français PRYSMIAN, a réalisé de bonnes performances au 1^{er} semestre 2017. Le chiffre d'affaires est ressorti à 9,85 M EUR, soit une hausse de 27,8 % par rapport à la même période l'an passé. Le résultat d'exploitation a atteint 1,85 M EUR contre 0,596 M EUR au premier semestre 2016. Le résultat net est passé à 1,37 M EUR contre 0,383 M EUR la même période en 2016. Ces résultats s'expliquent notamment par la montée des cours des métaux, la reprise de certains programmes de travaux et la maîtrise des charges d'exploitation.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Côte d'Ivoire : tenue du 7^{ème} forum de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) à Abidjan**

L'ouverture le 6 septembre du Forum de l'AGRA 2017, par le Président de la République de Côte d'Ivoire et la Présidente du Libéria, a été l'occasion de rappeler l'importance d'un engagement politique fort pour l'agriculture, secteur reconnu majeur pour le développement du continent. Parrainée par les anciens Présidents nigérian, ghanéen et tanzanien, l'AGRA se veut une plateforme de réflexion et d'engagement d'investissements publics et privés visant à transformer l'agriculture africaine en améliorant notamment les rendements par un accès aux progrès techniques et services financiers. 30 à 40 Mds USD par année seraient nécessaires sur une décennie pour l'atteinte de ces objectifs.

✉ julie.brayermankor@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

